

Téléphonie mobile/ Conjoncture 1er trimestre 2015

Gabon Telecom au plus haut

Maxime Serge MIHIN-DOU

Libreville/Gabon

EN dépit des mouvements d'humeur à répétition de ses agents et des mystérieux sabotages des installations de la fibre optique, Gabon Telecom se porte plutôt bien. Selon les statistiques de sa maison-mère Maroc Telecom, au 1er trimestre 2015, l'opérateur historique des télécommunications compte officiellement 1,164 million d'abonnés à la téléphonie mobile. Avec la fusion annoncée

avec Moov Gabon (voire encadré), Gabon Telecom va certainement ravir la 1ère place à Aitrel Gabon avec 1,6 million d'abonnés recensés. Les campagnes de marketing tous azimuts ne sont pas étrangères à cette embellie. Gabon Telecom a, en effet, adopté une stratégie permanente d'offres promotionnelles ultra-compétitives qui semble, aujourd'hui, étouffer ses principaux concurrents. De l'avis de plusieurs consommateurs, posséder une puce Libertis est devenu une option de premier choix. Avec l'avènement de la 4G, l'entreprise veut consolider son avance sur le ter-

rain. Au premier trimestre 2015, son parc internet haut-débit était estimé à 11 000 abonnés, contre 10 000 il y a un an. Soit un gain de 1 000 abonnés (+2,5%). « Comme vous pouvez déjà le constater sur l'ensemble de nos offres, Gabon Telecom restera toujours fidèle à sa conception généreuse et audacieuse de ses offres sur le marché. L'objectif étant toujours d'apporter des réponses dynamiques aux attentes de nos clients. Les offres de forfaits internet 4/3G ont été réduites quasiment de moitié. A titre d'exemple, l'offre de 100 Mo passe de 2 000 à 1 000 francs et est désormais valable sept jours au lieu de



Le siège de Gabon Telecom, à Angondjé.

trois. Celle de 500 Mo est dorénavant facturée à 3 000 francs au lieu de 4 500, et est désormais valable 14 jours au lieu de sept », avait déclaré, dans un récent entretien, le nouveau directeur général de Gabon

Telecom, Abderrahim Koumaa. S'agissant du parc du téléphone fixe, il s'est lui aussi enrichi de 1 000 abonnés avec 20 000 clients à ce jour, contre 19 000 sur une base comparable en 2014.

Téléphonie mobile

Moov Gabon perd ses abonnés

MSM

Libreville/Gabon

Passé officiellement sous l'escarcelle de Maroc Telecom, Moov Gabon dont la fusion (inévitabile) avec Gabon Telecom se fait encore attendre, n'a pas bien débuté l'année 2015. Selon les chiffres de son nouveau propriétaire, le nombre d'abonnés a chuté de 20% au 1er trimestre 2015 sur une base comparable à 2014. Le troisième opérateur de téléphonie mobile au Gabon ne compte plus que 424 000 abonnés, alors qu'il en avait 533 000, il y a un an.

Hydrocarbures

Du brut pour Vaalco Energy !

MSM

Libreville/Gabon

LA compagnie pétrolière américaine Vaalco Energy Inc., cotée à New-York, a annoncé le 20 juillet avoir mis en activité le puits 2-H, dans le sud-est du champ Etame offshore, au rythme de production d'environ 3 400 barils de pétrole par jour,

rapporte l'agence Ecofin. La compagnie texane précise avoir une part nette de 850 barils de pétrole par jour dans la production de ce puits qui a atteint une profondeur totale 14 012 pieds. Elle entend continuer la production au rythme actuel, de sorte à mettre sous surveillance la tête de puits et la pression de fond de puits, afin d'optimiser le débit du fluide au niveau

des installations de production récemment mises en service sur la plate-forme pétrolière. « Nous sommes ravis des résultats, qui sont au-delà de nos attentes, au niveau de ce premier puits découvert en 2010 dans le sud-est du champ Etame », a commenté Steve Guidry, Pdg de la compagnie texane, ajoutant que le puits pourrait supporter un rythme de

production plus élevé. VAALCO Energy, Inc est opérateur, avec 28,1% d'intérêt, du permis sur le bloc Etame Marin couvrant 3 000 km2 dans l'offshore du Gabon. Elle possède des actifs en Angola où elle a foré avec succès en mars dernier le premier puits d'exploration post-salifère Kindele-1, qui a atteint une profondeur totale de 1 829 m sur le bloc



La compagnie américaine VAALCO intensifie ses recherches au Gabon.

Programme de surveillance pour l'environnement et la sécurité en Afrique

Mise en place des comités nationaux

AJT

Libreville/Gabon

ASSURER le suivi des activités du projet de surveillance environnementale pour la sécurité en Afrique, en anglais Monitoring for Environment and Security in Africa, (Mesa) au Gabon, tel est l'objectif visé par les acteurs de ce secteur en mettant en place, mardi dernier à Libreville, des comités nationaux de coordination et de travail dudit Projet. En effet, un an après le lancement des activités du Projet Mesa, les parties prenantes à la Commission internationale du bassin du Congo-Oubanghi-Shanga (Cicos) se sont réunies du 20 au 21 juillet dernier, en vue de procéder à cette opération d'installation.



Les participants à l'atelier de mise en place de comités nationaux de coordination du Projet Mesa au Gabon.

Parmi les structures mises en place, il y a le comité de coordination nationale, le comité de travail ainsi que la détermination de points focaux. « Le comité national de coordination sera composé de décideurs, c'est-à-dire les représentants des ministères

en charge de la gestion de l'eau, ainsi que les institutions telles que la présidence de la République, la primature et les représentants de la société civile. L'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN), l'Agios, l'UOB, etc. (...) Le comité de travail, quant à lui, est

composé d'experts issus de ces différentes administrations citées, (...) et les points focaux retenus, l'Université Omar Bongo et la direction générale de la météorologie, seront dotés de stations de réception d'images satellitaires», a expliqué le président des as-

sises Patrice Ontina. De manière spécifique, le processus de coordination des activités au niveau national portera sur la promotion des services opérationnels fondés sur les demandes pays, la préparation d'un programme annuel d'activités impliquant l'utilisation des produits et des services Mesa pour la planification et la prise de décision dans les secteurs connexes. Il pourra également veiller au bon fonctionnement des stations, de la production des rapports en temps opportun, pérenniser les stations existantes et celles à installer dans le cadre du projet Mesa, tout en définissant le mode de communication entre le projet et les parties prenantes. Le comité national de travail, quant à lui, a pour attributions, entre autres, d'identi-

fier les parties prenantes et de collecter les données, développer les services opérationnels fondés sur les demandes pays, fournir les données reçues des Points focaux nationaux (PFN) pour la génération et fournir le calibrage des produits ainsi que les services du Mesa. Financé par le 10ème Fed, pour une enveloppe de 37 millions d'euros (24 milliards de francs), et mené par la Commission de l'Union africaine avec le concours de centres régionaux d'exécution, le Projet Mesa vise à renforcer les capacités de gestion de l'information, de prise de décision et de planification des institutions africaines chargées de l'environnement, du climat, de la sécurité civile et des questions connexes, appartenant aux pays membres de la Cémac, étendue à la RDC.

Petit angle

Le CRFNI, un outil clé pour les professionnels du 21ème siècle

AJT

Libreville/Gabon

EN marge des travaux de l'atelier de mise en place des comités nationaux de coordination et de travail du projet Mesa au Gabon, le comité de direction de la Cicos a procédé à la présentation du centre régional de formation en navigation intérieure de la Cicos (CRFNI). « Un outil indis-

pensable pour les professionnels clés du 21ème siècle qui a pour vocation de former du personnel hautement qualifié, comme les capitaines et les mécaniciens navals mais aussi du personnel pour d'autres métiers tels qu'administrateur, exploitant ou gestionnaire de port », indiquent les responsables du projet. En effet, placé sous l'autorité du ministère des Transports, l'établissement propose aux

détenteurs du baccalauréat, toutes filières confondues ou, sur étude du dossier, des formations professionnelles dans le domaine de la navigation fluviale. Notamment pour devenir capitaine de bateau et mécanicien naval affectés à l'exploitation du transport fluvial de passagers et de marchandises. « La formation se déroule par voie de formation continue ou par validation des acquis de l'expérience », selon le res-

ponsable communication Abou-bakar Halilou. Cette structure a été fondée à partir de l'état des lieux dressé par le secrétariat général de la Cicos entre 2005 et 2007, qui a révélé moult carences et insuffisances dans le secteur. Entre autres, le fait que la plupart des navigateurs opérant sur les voies navigables du bassin du Congo ont été formés sur le tard, et que ceux qui ont reçu une formation

sont atteints par la limite d'âge. Mais également, que le niveau des agents de l'administration en charge de la navigation intérieure dans les Etats membres est faible. Depuis janvier 2014, le centre a adhéré à l'association des écoles de formation en navigation intérieure d'Europe, ce qui est une première en Afrique. L'ouverture de l'année académique 2015-2016 est fixée au 15 octobre 2015.